

Développement local et identifié communautaire : l'exemple du quartier Saint-Roch à Québec

Martin Simard

Volume 44, numéro 122, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022901ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022901ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Simard, M. (2000). Développement local et identifié communautaire : l'exemple du quartier Saint-Roch à Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 44(122), 167-188. <https://doi.org/10.7202/022901ar>

Résumé de l'article

Il a été précédemment établi que les communautés locales constituent des « communautés identitaires » intégrées dans un système comprenant des identités territoriales et en réseaux. Cette définition existentialiste de la communauté rejoint la tradition d'étude des relations sociales par l'entremise du processus de développement. Le développement local est situé ici en tant que facteur principal agissant sur l'identité communautaire en stimulant des relations sociales organisées autour de projets de développement. À partir de cette grille d'analyse, le présent article élabore une démarche empirique centrée sur l'étude de projets de développement dans le quartier Saint-Roch à Québec. Plus précisément, on tente d'établir une corrélation entre la participation des intervenants locaux et leur niveau d'appropriation de quatre projets réalisés dans le cadre d'une démarche planifiée de revitalisation urbaine.

Développement local et identité communautaire : l'exemple du quartier Saint-Roch à Québec

Martin Simard

Département de géographie et CÉLAT
Université Laval, Québec

Résumé

Il a été précédemment établi que les communautés locales constituent des « communautés identitaires » intégrées dans un système comprenant des identités territoriales et en réseaux. Cette définition existentialiste de la communauté rejoint la tradition d'étude des relations sociales par l'entremise du processus de développement. Le développement local est situé ici en tant que facteur principal agissant sur l'identité communautaire en stimulant des relations sociales organisées autour de projets de développement. À partir de cette grille d'analyse, le présent article élabore une démarche empirique centrée sur l'étude de projets de développement dans le quartier Saint-Roch à Québec. Plus précisément, on tente d'établir une corrélation entre la participation des intervenants locaux et leur niveau d'appropriation de quatre projets réalisés dans le cadre d'une démarche planifiée de revitalisation urbaine.

Mots-clés : Développement local, développement communautaire, revitalisation urbaine, urbanisme, communauté, identité, participation, espace vécu.

Abstract

Local Development and Community Identity : The Case of Quebec City's St. Roch Neighbourhood

It has been established in previous writings that local communities comprise "community identities" that are integrated into territorial and social network identity systems. This existentialist definition of community is frequently at the heart of evaluative models of local community. Such notions of community identity can also be structured around local development projects and an associated sense of place can find articulation through participation in processes of development. Using this conceptual framework, our study examines a series of development projects in the St. Roch neighbourhood of Quebec City. In particular, we analyse the relationship between the degree of participation among local participants and their perceived ability to participate, and effect change, in relation to four development projects that are part of a planned revitalization of the neighbourhood.

Key Words : Local development, community development, urban revitalization, urban planning, community planning, community, identity, participation, sense of place.

La communauté locale est un thème de recherche majeur dans le domaine des sciences sociales, en particulier au sein des études urbaines et régionales. Malgré les critiques sur les résultats de ces recherches (Peng, 1994), celles-ci restent au cœur des questionnements sur l'évolution des sociétés modernes avancées ou postmodernes (Giddens, 1991; Castells, 1997). De plus, elles répondent à une demande sociale car elles interviennent dans la compréhension de phénomènes socio-économiques et géographiques tels que les mouvements sociaux, les conflits de localisation, la mobilité géographique et le dynamisme économique (Perrin, 1992; Moquay, 1998). Dans ce contexte, il apparaît pertinent de se questionner sur les liens entre le développement local et les recherches sur les communautés locales et la vie de quartier au sein des agglomérations urbaines. Mais qu'est-ce donc qu'une communauté ou une collectivité locale?¹

La communauté locale serait principalement une identité ressentie par un ensemble d'individus ayant certains traits communs dont généralement le partage d'un même territoire (Christenson et Robinson, 1981). Selon l'approche proposée dans ce texte, cette identité disposerait d'un double fondement (Simard, 1999a). La communauté identitaire posséderait d'abord une existence intrinsèque, une latence communautaire qui serait présente chez tout être humain et qui servirait de préalable à toute forme de socialisation (Mollenkopf, 1981; Ley, 1983). Cette latence se doublerait d'un second processus que l'on peut qualifier de réaction communautaire. Il s'agit d'un mécanisme de retour de l'individu vers lui-même et, ce faisant, vers des relations sociales au niveau local, donc des relations plus proches du soi véritable, sous l'influence de phénomènes qui sont vécus comme aliénants ou comme une atteinte à l'intégrité du milieu et de ses habitants (Mollenkopf, 1981; Soja, 1989). La latence et la réaction constitueraient deux mécanismes participant à un même processus de construction de la communauté (McKenzie, 1921; Gaudin, 1989).

Cette dynamique communautaire serait essentielle, mais non exclusive. Elle représenterait un élément d'un vaste complexe identitaire centré sur l'individu. En effet, il semble évident pour la plupart des spécialistes que la communauté locale coexiste chez l'être avec d'autres formes d'identités territoriales ou sociales (Berque, 1990; Taylor, 1992; Entrikin, 1997). Cette latence communautaire se cristalliserait dans une identité communautaire², une intersubjectivité locale qui donnerait sens au monde et qui permettrait le développement de pratiques et de référents communs. L'identité communautaire qui prendrait la forme d'une identité intersubjective semble être un élément essentiel à la cohésion sociale et elle serait influencée positivement par un mouvement de revalorisation du local dans l'ensemble de l'Occident (Simard, 2000).

Du point de vue de l'aménagement et du développement, la question de l'identité est d'un intérêt fondamental. Il y aurait un processus de rétroaction dynamique entre l'identité communautaire vécue par l'individu et les pratiques de développement local ayant cours au sein d'un milieu géographique. En conséquence, le développement local se présenterait comme un mouvement social de réaction venant mobiliser une communauté latente ou préexistante. Ce mouvement s'organise fréquemment autour des débats et des actions ayant pour objet l'aménagement et le développement du milieu local. Dans ce contexte, l'objectif de cet article est de montrer le rôle moteur des mécanismes de participation politique

locaux, tel que le développement local, sur l'identité communautaire. Depuis une décennie, les chercheurs ont établi des liens entre identité communautaire et développement local (Gagnon et Klein, 1991; Bassand, 1992; Perrin, 1992). Il apparaît primordial de préciser ce lien, notamment en milieu urbain.

La première section de l'article rappelle brièvement le cadre conceptuel utilisé par rapport aux questions de la communauté et de l'identité. En deuxième lieu, nous argumentons que le développement local constitue un facteur majeur agissant sur plusieurs conditions de la communauté. La troisième partie propose une validation empirique de cette hypothèse dans un quartier ancien de Québec, soit Saint-Roch³.

LES COMMUNAUTÉS LOCALES : POUR UNE PROBLÉMATIQUE EXISTENTIALISTE

LA COMMUNAUTÉ COMME IDENTITÉ INTERSUBJECTIVE

L'identité communautaire dont il est question ici se réfère avant tout à l'intersubjectivité qui se développe à l'intérieur d'un milieu local (Di Méo, 1994). Les mécanismes de socialisation et de territorialisation auxquels sont soumis les individus permettraient le développement de valeurs, de symboles et de traits communs en parallèle ou en conjonction avec la construction d'identités personnelles (Sartre, 1943; Buber, 1957). Ces phénomènes participeraient à la fonction existentielle d'une communauté vécue au niveau de la conscience (Hunter, 1979; Smith, 1980). D'autre part, l'intersubjectivité communautaire apparaît être un préalable à toute cohésion sociale ou à la mise en place de groupes ou de sociétés organisés, donc à l'activation des fonctions économique et politique de la communauté (Raffestin, 1980; Perrin, 1992). Mais quelle est la véritable nature de l'identité communautaire?

L'identité communautaire constituerait un mélange de sentiments affectifs, de valeurs et de pratiques. Bell et Newby (1976 : 197) soulignent que les communautés sont des « *taken-for-granted worlds [...] which produce a uniformity of custom, taste and modes of thought and speech* ». Castells, pour qui la communauté est un phénomène lié aux classes sociales, parle aussi d'un système culturel existant chez un groupe localement majoritaire, lequel système « *affecte le comportement du groupe minoritaire* » (1975: 142-143). En tant qu'intersubjectivité, l'identité communautaire se présente comme un imaginaire mi-individuel et mi-collectif vécu par l'individu (Di Méo, 1991). Divers auteurs ont décrit cette intersubjectivité : Halbwachs (1950) parle de mémoire collective, Gurvitch (1967) de fusion des consciences individuelles, Bourdieu (1980) d'*habitus* et Berque (1990) de *médiance*. Mais comment cette intersubjectivité évolue-t-elle?

On peut postuler que l'identité communautaire se développerait à partir des relations sociales de voisinage, des institutions locales (écoles, églises, bureaux, etc.) et des médias. Elle se consoliderait dans le temps chez un groupe en relation partageant un même territoire (Poche, 1996). Elle semble reliée à un processus de filtrage des relations sociales entre les informations qui concernent le « nous » et les informations qui concernent « les autres », processus qui ressemble aux

mécanismes de formation de l'identité individuelle. Ce filtre favoriserait l'établissement d'une vision locale du monde qui tendrait à se particulariser. Ce mécanisme d'inclusion/exclusion dans les rapports au monde a été décrit par Soja (1971) comme un aspect de la territorialité. On mentionne également que l'identité communautaire prendrait forme simultanément à la création de l'identité des lieux (Massey, 1991; Crow, 1994) ou des « êtres géographiques » (Mercier, 1998a).

Le territoire local comme espace original et unique qui possède une certaine stabilité dans le temps sert peut-être de prétexte à l'établissement d'un « nous » (Giddens, 1987; Perrin, 1992). De toute évidence, c'est la présence d'une identité communautaire qui permet de transformer une portion d'espace en un véritable milieu géographique, en un territoire qu'une population s'est approprié. À ce chapitre, la question de la communauté semble liée à la problématique des relations sociales, plus particulièrement à leur territorialisation dans un monde marqué par la métropolisation.

COMMUNAUTÉS, RELATIONS SOCIALES ET URBANISATION

Les communautés locales seraient stimulées par l'urbanisation, phénomène géographique connu qui prendrait une autre forme dans le cadre historique de la postmodernité, soit la métropolisation. Au départ, l'urbanisation est un phénomène sociospatial qui peut être défini comme la mise en place d'un environnement physique et social dense et diversifié produisant la rencontre maximale de l'altérité (Claval, 1970; Tribillon, 1990). Ce catalyseur de l'expérience humaine se répercuterait sur la dynamique communautaire par son impact sur la qualité et la quantité des relations sociales. Il en résulterait une recomposition de la communauté locale allant au-delà des approches de la communauté urbaine en déclin (Wirth, 1938), de la communauté de quartier sauvegardée (Jacobs, 1961; Gans, 1965; Coing, 1966) et de la communauté en réseaux (Wellman et Leighton, 1981). Cette recomposition de la communauté locale rejoint plutôt les thèses phénoménologique, au plan de la latence (Fisher, 1984 cité dans Flanagan, 1990; Ley, 1983), et néomarxiste, au plan de la réaction (Mollenkopf, 1981; Soja, 1989).

Selon nos analyses, la ville postmoderne apparaît être l'exacerbation du phénomène urbain, c'est-à-dire l'accroissement de la diversité des pratiques sociales, la multiplication des réseaux sociaux et la complexification des messages cognitifs (Simard, 1999b). Dans l'ensemble, on remarque un processus de fragmentation sociale et spatiale (Davies et Herbert, 1993; Soja, 1996) et une forme d'aliénation de l'être (Beaudry et Dionne, 1995; Berque, 1996). Ces deux tendances convergeraient vers une consolidation de la dynamique communautaire à l'échelle du quartier, le local contribuant ainsi à la reconstruction du sens et de la cohérence du monde (Muller, 1990). Malgré les difficultés d'identification et de délimitation de la qualité urbaine (Beaujeu-Garnier, 1998), la ville serait distincte par sa capacité de remplacer les relations de voisinage par des relations en réseaux ou par des relations médiatisées par l'espace dans lesquelles l'autre est d'abord abordé à partir d'un stéréotype (Ley, 1983). Ce phénomène de transformation des relations sociales décrit par Wirth (1938) comme déshumanisant serait une adaptation au milieu urbain qui n'exclut pas le maintien ou le développement de relations sociales conviviales ou solidaires (Lofland, 1973; Fischer, 1981), notamment au niveau des quartiers. La

vie de quartier serait d'ailleurs une nécessité pour certains groupes sociaux (Wellman, 1996).

La question de la communauté locale soulève donc le problème de la relation entre celle-ci et le quartier. S'agit-il de deux phénomènes distincts ou d'une même réalité? De plus, dans quelle situation peut-on considérer qu'un quartier constitue une communauté? La communauté et le quartier seraient deux phénomènes qui s'entrecroisent (Knox, 1995). Ainsi, tout quartier peut être vu comme une communauté potentielle ou en devenir, bien que toute communauté ne soit pas nécessairement liée à un espace géographique restreint (Wellman et Leighton, 1981). L'identité communautaire serait la dimension vécue des « êtres géographiques » que constituent les quartiers (expression de Mercier, 1998a), dimension toujours présente à divers degrés et susceptible d'émerger ou de s'éclipser⁴. Ce concept est intéressant si l'on considère que la communauté fonctionne généralement selon une temporalité qui dépasse la présence des individus qui composent celle-ci, sans compter le phénomène de la mobilité des ménages. Dans ce contexte, l'identité communautaire constituerait un ensemble de valeurs et de pratiques attachées aux lieux, un imaginaire en quelque sorte (Mercier *et al.*, 1999). Ces processus identitaires semblent trouver un terrain fertile dans les pratiques de développement local.

LE RÔLE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

LE DÉVELOPPEMENT COMME MOUVEMENT SOCIAL DE RÉACTION

Le développement local s'affiche comme un facteur global qui favoriserait la consolidation et la spatialisation de l'identité communautaire en milieu urbain, selon notre hypothèse principale. Ce type de développement constituerait un mouvement social et spatial de reconquête du sens et du pouvoir pour les individus et les collectivités par la maîtrise du milieu local et des conditions de vie que l'on y retrouve. Le développement local peut être considéré comme un mouvement social dans le sens d'un courant culturel engagé envers le changement social progressif et le renouveau démocratique malgré les limites structurelles (Hamel, 1991; Favreau, 1991; Castells, 1997). À ce titre, le développement local serait l'un des moyens par lequel « s'expriment et se cristallisent des identités collectives, des façons de vivre son insertion dans la société » (Neveu, 1996 : 33).

Par ailleurs, le développement local semble disposer d'une fonction socio-économique importante. Dès 1961, Jacobs a mis l'accent sur l'intérêt commun des résidents d'un quartier pour la résolution des enjeux et des problèmes locaux dans son analyse de la dynamique communautaire. Cet intérêt commun peut être situé dans le prolongement de la territorialité et de l'exploitation des ressources chez les sociétés traditionnelles (Vidal de La Blache, 1922; Raffestin, 1980). Monot et Simon (1998) reviennent également sur le rôle d'un intérêt ou d'un objectif commun dans la formation des communautés même si cet énoncé s'applique aux communautés virtuelles issues d'Internet. Le développement local comme processus de gestion des intérêts socio-économiques locaux interviendrait alors comme agent organisateur des relations sociales et du vécu commun.

La reconquête du sens et du pouvoir se réaliserait par l'intermédiaire des mécanismes de participation et de concertation en matière d'aménagement, de

développement et d'urbanisme (Beaudry et Dionne, 1995 : 270). Ces processus sociopolitiques peuvent être associés à l'expression développement local lorsqu'ils prennent la voie d'une démarche communautaire et participative. Ce mouvement fonctionnerait par la mobilisation des intervenants locaux face à un même objectif prégnant, c'est-à-dire la survie et l'amélioration des conditions de vie de la communauté locale. On remarque alors le développement de relations sociales d'un type particulier : soit des relations en réseaux entre les acteurs sociaux d'un même milieu, soit l'addition d'un intérêt commun aux relations de milieu ou de voisinage.

LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET LA DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE

Ces nouvelles relations se structurent autour de projets d'aménagement ou de développement, que se soit par la collaboration avec des organismes officiels ou par une opposition. Cette démarche mobilisatrice contribue à la construction identitaire par la participation d'intervenants communautaires, économiques ou autres à diverses actions qui transforment le milieu aux plans physique et sociopsychologique. La consolidation d'une identité communautaire latente se produirait donc par l'élaboration et la réalisation concertées de projets de développement à travers des relations sociales territorialisées. Dans un deuxième temps, le développement local permettrait aussi la constitution d'une *gouvernance* locale et la mise en place d'associations de citoyens ou d'institutions locales (Klein, 1997; Morin, 1998). Ces instances sociopolitiques organisent un vécu commun autour d'enjeux locaux, une petite histoire locale bâtie au fil des débats et des projets (Létourneau, 1997; Cherubini, 1997). Dans le cadre de cette étude, les projets de développement constituent ainsi une variable dépendante dont la qualité et la quantité influencent l'identité communautaire, qui devient alors une variable dépendante malgré sa latence préalable.

Le développement local serait une condition d'actualisation ou de mise en œuvre de la dynamique communautaire, car il permet la rencontre de la dimension subjective ou existentielle de l'identité et d'un territoire ayant des attributs particuliers. Le développement local favoriserait la construction sociale de la signification d'un milieu en y canalisant la réaction communautaire. Cette signification pourrait aussi se créer sans participation au développement par l'usage quotidien des lieux, cependant la participation au développement semble la stimuler grandement. Le développement local aurait des effets à divers niveaux. Premièrement, le développement local participerait notamment à la consolidation des mécanismes affectifs actifs dans la construction communautaire, soit la structuration d'un sentiment d'auto-identification (Perrin, 1992; Poche, 1996). Par ailleurs, il favoriserait l'appropriation et le marquage de l'espace par son action sur l'aménagement de lieux concrets (Davies et Herbert, 1993 : 90-99), donc à l'arrimage du sentiment d'auto-identification à la personnalité des lieux. En conséquence, ce mouvement social agit sur plusieurs conditions de la communauté locale à travers la création d'un *nous* agissant et la matérialité des projets qui en résultent.

L'hypothèse spécifique est la suivante : la consolidation de l'identité communautaire qui peut être associée aux projets de développement est affectée par le processus de mise en place de ces projets. Plus précisément, ces projets réactionnels contribueraient à la consolidation identitaire dans la mesure où ils permettent la construction sociale de la signification des lieux par une participation active et étendue des acteurs locaux et de la population aux décisions. L'idée avancée est que ces projets de développement résulteraient principalement de l'existence d'une latence identitaire mise en action par une réaction canalisée par la coopération ou l'opposition avec divers organismes officiels. Des études de cas devraient permettre de tester l'hypothèse mentionnée plus avant, soit que les projets de développement construisent différemment l'identité communautaire selon la nature de la dynamique de participation et de concertation qu'on y remarque.

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

L'EXEMPLE DU QUARTIER SAINT-ROCH À QUÉBEC

Une évaluation du sentiment identitaire a été effectuée dans le quartier Saint-Roch à Québec. Le quartier Saint-Roch s'affiche comme un milieu d'étude pertinent, car il représente à plusieurs titres l'exemple type d'un quartier ancien en difficulté. Bien qu'il soit un milieu riche au plan humain et convivial pour beaucoup de ses résidants, Saint-Roch demeure un symbole de la décrépitude urbaine et des tentatives de revitalisation manquées pour la population régionale, du moins jusqu'à récemment. Pour les administrateurs et les urbanistes, Saint-Roch est un défi à leur capacité de gérer une situation problématique à plusieurs égards et de répondre aux besoins de la population locale. D'autre part, ce secteur présente une tradition de lutte urbaine (EZOP-Québec, 1981; Hulbert, 1994). Il est donc fertile en exemples à étudier et en sources d'information.

Ce quartier est touché par un double processus de concentration de problèmes sociaux et de revitalisation urbaine (figure 1)⁵. Ancien centre des affaires de l'agglomération de Québec, le secteur a fait l'objet de diverses démarches de réaménagement à partir des années soixante, notamment la canalisation des berges de la rivière Saint-Charles et l'implantation d'un mail couvert sur la rue Saint-Joseph, au début des années 1970 (Mercier et Mascolo, 1995). Il faut aussi noter le controversé programme de revitalisation de « l'aire 10 » qui, après moult débats, a abouti à l'aménagement du Jardin Saint-Roch (1993) et du complexe Méduse (1995) ainsi qu'à l'implantation subséquente de projets immobiliers gouvernementaux et privés. Malgré les démarches de revitalisation, ce secteur affiche toujours une image négative et se dépeuple tout en accueillant des populations défavorisées et marginalisées (itinérants, personnes âgées, handicapées ou désinstitutionnalisées et prostituées). L'arrivée récente de nouvelles populations (étudiants, artistes, etc.) et la multiplication des projets de développement laissent entrevoir une dynamique de revitalisation plus globale et un processus d'embourgeoisement (*gentrification*), bien qu'une étude récente utilisant des données statistiques de 1996 ne puisse confirmer cette tendance (Dupriez et Villeneuve, 1999).

Figure 1 Le quartier Saint-Roch : les projets de développement



LES PROJETS À L'ÉTUDE

Plus précisément, il est proposé d'étudier quatre projets de développement ayant été réalisés dans ce quartier de Québec. Nous avons choisi ces projets en fonction des critères suivants : intensité du débat public autour du projet, amélioration des conditions locales (emplois, nouveaux équipements ou services, etc.) et transformation du paysage ou du patrimoine local. Il s'agissait également de sélectionner des projets de diverses natures, c'est-à-dire des projets initiés par les autorités municipales et d'autres par les résidents ou les acteurs locaux. Nous nous intéressons donc aux projets suivants : l'îlot Fleury, le jardin Saint-Roch, le complexe Méduse et l'enlèvement du toit du Mail Centre-ville (anciennement appelé Mail Saint-Roch). Ces projets sont énumérés dans un ordre historique de réalisation qui couvre une période d'environ dix ans. Cependant, ces interventions se situent dans le prolongement d'un programme de revitalisation qui s'étend sur plus de trente ans.

Au premier chef, on retrouve l'îlot Fleury qui est un projet issu du milieu. Il s'agit de l'appropriation par les résidents du quartier d'un terrain vacant appartenant à la ville de Québec sans autorisation préalable⁶. Ce geste de contestation qui débute à l'été 1991 résulte d'un mouvement spontané de la population (Mercier, 1999). Il visait la création d'un espace communautaire aménagé par les résidents selon des idéaux de beauté et de convivialité. Le projet s'est progressivement structuré et il est aujourd'hui géré par un comité composé de citoyens et d'artistes : le groupe d'animation de l'îlot Fleury. Malgré leurs réticences, les autorités municipales ont finalement accepté l'utilisation du site à des fins communautaires tout en fournissant ponctuellement une aide en ressources et en équipements. L'îlot Fleury se présente comme un espace utopique, une œuvre évolutive qui se construit à travers diverses actions plus ou moins organisées. À la demande de l'administration municipale, l'îlot Fleury a été déplacé en 1998 sur des terrains moins favorables en bordure des pilotis qui soutiennent l'autoroute Dufferin-Montmorency à la limite du quartier Saint-Roch et du Vieux-Québec, secteur basse-ville (photo 1).

Photo 1 L'îlot Fleury sous l'autoroute en viaduc



Le deuxième projet à l'étude est le jardin Saint-Roch. Ce jardin a été aménagé en 1993 par la Ville de Québec dans la partie centrale de l'ancienne « aire 10 ». Il donne une nouvelle vocation à un terrain ayant été l'objet central des débats publics sur la revitalisation urbaine du quartier (photo 2). Cet équipement est un jardin à la française qui veut servir d'espace symbolique afin de favoriser la venue de projets immobiliers privés dans le secteur (Ligougne, 1993). Malgré ses qualités

intrinsèques, cet équipement ne semble pas répondre aux besoins des résidents (Morisset, 1995). En effet, cet aménagement de prestige conçu par des spécialistes en architecture du paysage s'intègre difficilement à un quartier populaire en demande d'équipements et de services (Lemoine, 1995).

Photo 2 Le jardin Saint-Roch



Le complexe Méduse est un troisième exemple de projet de développement lié à la revitalisation de Saint-Roch. Il s'agit d'un complexe axé sur les arts qui regroupe des coopératives de production, des ateliers d'artistes, des salles de spectacles et de conférences, de même qu'un poste de radio communautaire et un restaurant (photo 3). Cet équipement est le résultat d'un partenariat entre plusieurs organismes. Il a été réalisé en 1995 grâce à la participation financière de la Ville de Québec, du Ministère des Affaires culturelles du Québec, du gouvernement fédéral et de la caisse d'économie des travailleurs du Québec. Méduse s'insère dans une stratégie de développement du quartier selon la thématique des arts et de la culture. Situé sur la côte d'Abraham, Méduse tente de créer un lien entre le quartier Saint-Roch et le quartier Saint-Jean-Baptiste, ce dernier étant situé en haute-ville. Ce complexe constitue également un effort significatif de restauration et d'intégration architecturale de bâtiments dans un tissu urbain ancien.

L'enlèvement du toit du Mail Centre-ville, communément appelé le Mail Saint-Roch, constitue l'un des projets majeurs qu'a initié la Ville de Québec dans le but de revitaliser le quartier. Ce Mail couvert inauguré en 1974 fut constitué par la création d'une enveloppe architecturale et la climatisation de la rue Saint-Joseph, la principale rue commerciale du quartier. Cette intervention lourde,

Photo 3 Le complexe Méduse



réalisée sans la participation des citoyens, bien qu'il y ait eu un référendum auprès des commerçants, semble aujourd'hui appréciée par une large proportion des résidents (photo 4). En effet, les consultations publiques menées par la Ville de Québec au printemps 1998 sur le programme « rebâtir la rue Saint-Joseph » ont montré l'attachement des citoyens à cet équipement qui assure une fonction sociale importante en accueillant des populations marginalisées (Ville de Québec, 1998). En dépit de cela, la reconversion en artère commerciale traditionnelle d'une partie de la section de la rue Saint-Joseph est actuellement en cours.

LE VÉCU DES INTERVENANTS LOCAUX

Les intervenants locaux sont au cœur des démarches méthodologiques de vérification des hypothèses. Ces intervenants communautaires, économiques, professionnels ou politiques peuvent être considérés comme des vecteurs du milieu agissant par l'intermédiaire des projets de développement. Plusieurs de ces intervenants sont résidents de Saint-Roch ou en étroite relation avec les gens du milieu dans leur travail quotidien. Ils jouent un rôle charnière, transmettant aux décideurs locaux et régionaux les besoins de la population et à la population les réflexions et projets de ces derniers. À notre avis, les intervenants locaux sont une source d'information importante et facilement accessible. Ils constituent par ailleurs les meilleurs « experts du milieu » disponibles.

Photo 4 Le Mail Centre-ville



Cette approche présente des limites, compte tenu du fait qu'il peut exister des divergences d'opinions entre la population et les intervenants. En effet, les acteurs locaux sont quelquefois perçus comme une sorte d'« élite locale » pouvant également porter ses propres intérêts collectifs ou individuels. Mentionnons toutefois que la promotion de valeurs et d'intérêts individuels par l'action collective ne serait pas une perversion des mouvements sociaux, mais une adaptation pragmatique, de l'avis de plusieurs : « La démocratie locale ne prend plus la figure d'une utopie communautariste mais se réalise à travers les compromis qu'effectuent la classe politique et l'ensemble des acteurs socio-économiques en regard de certaines exigences propres à l'individualisme » (Hamel, 1991 : 200). De plus, la *gouvernance* et la prise en charge du milieu passent nécessairement par l'intermédiaire de leaders locaux engagés dans la construction de coalitions politiques (Stone, 1989).

Au plan technique, la démarche méthodologique d'analyse de la dynamique d'acteurs est centrée sur les quatre projets de développement décrits précédemment. Cette démarche met l'accent sur le vécu communautaire des projets à l'étude. Il faut donc se pencher sur les actions, les discours et les écrits des intervenants engagés dans les débats et les projets touchant l'avenir du quartier. Nous avons utilisé l'entrevue comme méthode d'enquête. Quarante-sept personnes ont été rencontrées sur une période de quatre mois, soit entre septembre et décembre 1999. Les entrevues de type semi-dirigé ont eu une durée moyenne de 65 minutes. Quatre catégories d'acteurs ont été rencontrés, les intervenants du milieu communautaire, les intervenants économiques, les professionnels et les élus politiques. Les intervenants ont été choisis parce qu'ils faisaient partie d'un organisme communautaire ou d'une instance officielle relié à l'un des projets ou à l'ensemble du quartier, et qu'ils étaient

des intervenants-clés engagés dans le développement du milieu. Environ la moitié d'entre eux sont également résidents du quartier. Ils constituent, selon nos estimations, plus des deux-tiers d'une « population » d'intervenants très difficile à circonscrire et à chiffrer.

LES INDICATEURS IDENTITAIRES

Les indicateurs de la dynamique communautaire utilisés dans cette étude sont liés au concept d'appropriation. Ceux-ci doivent donc se situer à la jonction des vécus des intervenants et des attributs du territoire pour respecter le cadre d'analyse phénoménologique et existentialiste développé précédemment. Le territoire favoriserait la cristallisation, dans le monde concret, de l'identité intersubjective vécue par le sujet. L'inévitable mise en relation de l'être à son milieu, motivée par sa quête de sens, obligerait la négociation de référents communs, notamment les règles d'usage ou la signification des lieux (Crow, 1994). Cette intersubjectivité serait indispensable à la routinisation et, par conséquent, à la sécurité ontologique de l'être (Giddens, 1987). Le rôle du territoire dépasserait donc largement la fonction de support des relations sociales qui lui est fréquemment assignée. Revenons plus en détails sur ces indicateurs inspirés des travaux de Davies et Herbert (1993 : 102-105) afin d'évaluer l'identité communautaire au sein du quartier Saint-Roch.

Trois indicateurs ont servi à mesurer les effets des projets de développement sur l'identité communautaire : le contrôle, la satisfaction et le symbolisme. Ils sont associés aux trois éléments de la dynamique communautaire définis par Bell et Newby (1976), soit les sentiments, les valeurs et les pratiques, et se résument par le concept d'appropriation. Le contrôle renvoie à l'impression des acteurs sur leur participation au projet et leur influence sur le processus décisionnel. L'indicateur « contrôle » s'appliquera aussi bien au concept même du projet qu'à ses modalités de réalisation ou à ses paramètres d'aménagement et de gestion. Les questions suivantes ont été utilisées lors des entrevues :

- Comment évaluez-vous la participation des gens du quartier à ce projet?
- Est-ce que la participation de la population à ce projet a valu la peine?

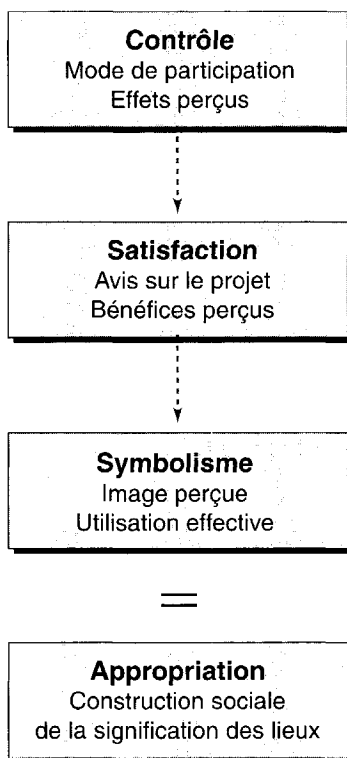
La satisfaction exprime une opinion positive ou négative sur un projet et ses attributs. Il peut s'agir d'une opinion d'ensemble ou d'un avis plus spécifique sur l'utilité ou la pertinence des équipements en place, sur leur esthétique ou sur leur fonctionnalité (accessibilité, sécurité, etc.). Les questions suivantes ont été posées aux intervenants :

- Quel est votre avis sur ce projet ?
- Est-ce que le quartier tire des bénéfices de cet équipement?

En troisième lieu, le symbolisme traite de la conceptualisation des lieux qui peut être associée à un projet de développement et de sa mise en relation avec l'image de la communauté. Il s'agit donc d'un indicateur plus spontané qui indique les perceptions des intervenants dans leurs pratiques quotidiennes, au-delà du sentiment de satisfaction. Les questions qui suivent sont reliées à cet indicateur :

- Est-ce que ce projet est à l'image du quartier?
- Est-ce que la population utilise cet équipement?

Figure 2 Les indicateurs de l'identité communautaire



LE TRAITEMENT DES DONNÉES

Les informations qualitatives issues des entrevues sont utilisées de deux manières. Tout d'abord, elles contiennent des commentaires d'une grande richesse qui seront cités en vue de cerner le point de vue dominant ou les oppositions dans les opinions exprimées par les intervenants locaux. Par ailleurs, les commentaires qualitatifs des répondants ont été quantifiés selon trois modes : 1 pour une réponse positive, -1 pour une réponse négative et 0 pour une réponse nuancée. La compilation des données a permis d'établir des indices de contrôle, de satisfaction et de symbolisme en additionnant le score des trois séries de questions pour chaque projet cité plus avant et en divisant celui-ci par le nombre de répondants. On obtient alors un indice variant de -1 à 1, qui permet de classer les projets par ordre de préférence et de mettre en relation les différents indices ainsi que de réaliser un indice global d'appropriation des projets. La transposition quantitative de données qualitatives comporte bien sûr une dimension subjective assumée par le chercheur. Malgré leurs imperfections, les indices permettent cependant de systématiser les avis des intervenants et de vérifier que les extraits d'entrevues sélectionnés correspondent bien à la tendance générale.

LE CONTEXTE LOCAL DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

L'APPROPRIATION DES PROJETS PAR LES INTERVENANTS LOCAUX

Plusieurs éléments ressortent de l'analyse des données. Premièrement, il appert que l'appropriation des projets par les intervenants suit l'ordre décroissant que voici : l'îlot Fleury, l'enlèvement du toit du Mail Centre-ville, le complexe Méduse et le jardin Saint-Roch (tableau 1). Cette classification des projets procède du traitement des informations fournies par les répondants⁷. L'îlot Fleury apparaît clairement comme le projet le plus apprécié par les intervenants du milieu. On a dit de l'îlot qu'il est un projet « génial » ou « extraordinaire », « un miracle » qui « représente l'idéal de la participation ». On a aussi mentionné qu'il s'agit d'un geste de « prise en charge » qui « a favorisé la réinsertion de marginaux ». Les intervenants ont très majoritairement affirmé que l'îlot Fleury constituait un exemple d'accessibilité et de liberté d'usages qui s'opposait « au parc parfait pour la police », soit le jardin Saint-Roch.

Tableau 1 Les sentiments des intervenants locaux face aux projets

	ÎLOT FLEURY (1991)	JARDIN ST-ROCH (1993)	COMPLEXE MÉDUSE (1995)	ENLÈVEMENT DU MAIL (2000)
Y a-t-il eu participation des gens du quartier?	0.95	- 0.79	- 0.16	0.95
La participation a-t-elle valu la peine?	0.92	- 0.46	0.55	0.25
INDICE DE CONTRÔLE	0.94	- 0.70	0.02	0.65
Quel est votre avis sur ce projet?	0.82	0.39	0.23	0.64
Est-ce que le quartier en tire des bénéfices?	0.84	0.48	0.40	0.94
INDICE DE SATISFACTION	0.83	0.43	0.31	0.77
Les projets sont-ils à l'image du quartier?	0.89	- 0.69	- 0.09	0.19
Est-ce que la population utilise cet équipement?	0.54	0.14	- 0.15	0.79
INDICE DE SYMBOLISME	0.71	- 0.24	- 0.12	0.43
INDICE D'APPROPRIATION	0.82	- 0.06	0.09	0.65

En effet, le jardin se classe bon dernier dans l'évaluation des intervenants⁸. Ceux-ci le considèrent coûteux, trop réglementé et mal aménagé en regard des besoins pratiques des citoyens. Un intervenant semble capter l'impression générale en disant : « il est beau mais il n'est pas habité ». On a aussi souligné que le parc est « un outil de contrôle social » où « tu peux pas aller si t'es pas en veston et cravate ». Au plan du symbolisme, on mentionne que cet espace vert « exprime plus de respect pour la plante que pour l'humain ». Plusieurs répondants ont spontanément affirmé que « si le parc avait été aménagé par les citoyens, il n'aurait sûrement pas été fait de cette façon ». Une personne du milieu a résumé ainsi l'atmosphère du parc : « c'est comme amener ses enfants à l'appartement de ses grands-parents ». Les

intervenants signalent généralement que le parc est peu utilisé et qu'il est réalisé pour les travailleurs qui viennent de l'extérieur ou pour les touristes plutôt que pour la population du quartier. Entre ces deux extrêmes, on retrouve en ordre décroissant l'enlèvement du toit du Mail Centre-ville et le complexe Méduse. Le premier projet suscite différentes opinions, allant de « l'acte anti-démocratique » à « la meilleure chose qui pouvait nous arriver » alors que le second est vu comme beau mais très coûteux, peu bénéfique au quartier et « refermé sur lui-même ».

MODES DE PARTICIPATION ET SENTIMENTS DES INTERVENANTS LOCAUX

Le mode de participation semble être un élément déterminant dans la formation des sentiments des intervenants locaux par rapports aux différents projets (tableau 2). En effet, on observe une relation entre l'intensité de la participation des intervenants locaux et l'indice de contrôle des projets qui semblent tous deux suivre la hiérarchie des modes de participation proposée par la littérature classique en ce domaine (Arnstein, 1969; Langton, 1978). Analysons les mécanismes de réalisation des projets selon un ordre historique. L'îlot Fleury est le résultat d'une démarche des citoyens et ceux-ci assument presque totalement la gestion du site et des activités. Le jardin Saint-Roch a été conçu par des professionnels de l'aménagement paysager à la suite d'un appel d'offre de la Ville de Québec, bien que l'idée d'un espace vert sur ce site ait été discutée lors de la consultation générale de 1990. Pour sa part, le complexe Méduse s'est concrétisé dans le cadre d'un comité mixte formé de représentants des regroupements d'artistes et de fonctionnaires municipaux. Le projet de réaménagement du Mail Centre-ville a fait l'objet d'une consultation formelle et d'un partenariat au sein d'un comité de suivi. Autre constatation, on peut établir une corrélation entre le mode de participation et la satisfaction, d'une part, et entre le mode de participation et l'indice de symbolisme, d'autre part. C'est-à-dire que plus le niveau de contrôle est élevé, plus un projet est apprécié ou associé à l'image du quartier, sauf dans le cas du jardin Saint-Roch qui recueille un assez bon indice de satisfaction malgré la faible participation des intervenants à sa réalisation.

Tableau 2 Les relations entre les modes de participation et le contrôle, la satisfaction et le symbolisme des projets

MODES DE PARTICIPATION	PROJETS ÉTUDIÉS	INDICE DE CONTRÔLE	INDICE DE SATISFACTION	INDICE DE SYMBOLISME
INFORMATION	Jardin Saint-Roch	- 0,70	0,43	- 0,24
PARTENARIAT	Complexe Méduse	0,02	0,31	- 0,12
PARTENARIAT ET CONSULTATION	Enlèvement du Mail	0,65	0,77	0,43
GESTION DÉLÉGUÉE	Îlot Fleury	0,94	0,83	0,71

Par ailleurs, on remarque une nette différence de satisfaction face à un projet selon que l'on discute avec des intervenants ayant participé à sa réalisation ou des intervenants « extérieurs ». Les intervenants de toutes catégories qui ont pris part aux projets diffèrent fortement d'opinion, comme le montrent les diverses réactions face aux trois projets ayant bénéficié d'une participation moins large que l'îlot Fleury. Ainsi, l'enlèvement du toit du Mail est considéré par un intervenant membre du comité de suivi comme ayant donné lieu « à une bonne collaboration ayant permis de faire des gains et d'obtenir du financement pour des projets », alors qu'un intervenant non intégré au comité dira : « on tente de tuer la vie communautaire ». Pour sa part, le complexe Méduse a été décrit par un intervenant ayant participé au projet comme « combinant un désir d'autonomie des artistes à un mouvement qui vient de la population », tandis que plusieurs intervenants non directement concernés l'ont qualifié « d'éléphant blanc » ou de projet « qui n'a pas fait de petits » et « qui n'a pas encore levé ». Finalement, le jardin Saint-Roch remporte la palme des critiques bien que l'on reconnaisse sa beauté et qu'il soit « un endroit sain » et « le poumon de Saint-Roch ». Ajoutons aux remarques négatives déjà relevées sur ce projet les suivantes : « une erreur des professionnels » qui « n'est pas un échec total mais qui a un caractère artificiel », une « carte postale » aménagée selon le principe du « arrange-moi ça pour pas que les gens viennent s'étendre *icitte* ».

CONCLUSION

Selon notre étude, il semble que les sentiments de contrôle, de satisfaction et de symbolisme des projets de développement chez les intervenants locaux soient influencés par le niveau de participation de ces derniers à l'élaboration et à la mise en place des projets. À ce chapitre, il n'est pas surprenant que l'îlot Fleury soit classé en début de liste par les intervenants locaux, en particulier par ceux du milieu communautaire qui ont conçu et réalisé eux-mêmes ce projet dans une dynamique dialectique d'opposition/collaboration avec l'administration municipale. À cette participation pleine et entière, on peut opposer les projets du Mail Centre-ville et de Méduse faits en partenariats. Face à ces deux projets, les intervenants sont plus modérés et l'on retrouve également une plus grande diversité de points de vue. Le projet du jardin Saint-Roch, mis en place par la Ville de Québec de manière autonome, ou « unilatérale » pour reprendre l'expression d'un intervenant, arrive clairement en queue de peloton lorsqu'on intègre les trois aspects de l'appropriation, bien qu'il jouisse d'une bonne appréciation en ce qui a trait à la satisfaction.

Loin d'être naïves ou utopiques, les démarches participatives s'avèrent donc être un moyen réel de concevoir des projets de développement dans un contexte démocratique. On semble ainsi avoir tiré une leçon des expériences conflictuelles de la rénovation urbaine des années soixante et soixante-dix. Les acteurs locaux actuels s'affichent comme pragmatiques en cherchant à travailler collectivement pour obtenir des résultats faisant l'objet d'une large acceptation. Ce processus n'est pas continu, mais ponctué d'avancées et de reculs. Il faut reconnaître que le développement local et la démocratie participative constituent des démarches plus longues et plus complexes que la réalisation directe des projets par la municipalité, surtout si l'on ne tient pas compte des effets sociaux et des polémiques politiques qu'ils peuvent créer. Toutefois, les gains à moyen et à long termes apparaissent évidents pour la qualité de vie et la dynamique socio-économique des milieux.

Ce processus d'intervention plus éthique sur l'environnement humain et bâti semble être la seule façon de mobiliser les acteurs du milieu dans un contexte de rareté des ressources. Comme l'a dit un intervenant : « il faut y aller par les gens si on veut faire quelque chose dans Saint-Roch ».

Plus globalement, on remarque qu'une vie communautaire se réalise à travers la collaboration des différents acteurs locaux et ce processus social semble dépasser les projets de développement pour rayonner sur l'identité communautaire à l'échelle de tout le quartier. Dans cette optique, la démarche participative donnerait sens à l'action des intervenants locaux en les positionnant dans une dynamique d'acteurs à l'intérieur de laquelle se tissent des alliances, des amitiés, voire des antipathies. L'intervenant local existe et se définit en partie par cette construction collective de l'avenir du groupe. Cette œuvre collective serait d'autant plus formatrice d'identité que, dans le cas du développement local, elle vient marquer concrètement le territoire par des bâtiments ou des équipements particuliers dont on connaît la petite histoire ainsi que les partenaires ou les belligérants et dont on peut prétendre à une certaine paternité. La vie communautaire postmoderne afficherait ainsi un renouveau dans les quartiers anciens en mettant en relation des individus et des groupes hétérogènes à travers la construction sociale de la signification des lieux.

NOTES

- 1 Le terme communauté sera utilisé dans cette recherche pour les raisons suivantes : il est plus usuel dans le contexte nord-américain, il permet de faire ressortir l'importance des relations sociales, il favorise la mise en relation entre les concepts d'identité et de communauté.
- 2 L'expression identité communautaire est synonyme d'identité territoriale ou d'identité locale. Son utilisation permet de faire le lien avec les études sur les communautés locales, mais l'on doit admettre que d'autres types d'identités peuvent être de nature communautaire, notamment les identités liées aux réseaux sociaux.
- 3 Cette étude s'intègre au programme de recherches sur « les populations marginalisées et l'urbanisme à Montréal et Québec ». Ce projet, subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), est mené conjointement par les Départements de géographie et d'études urbaines et touristiques de l'UQAM et le Centre interuniversitaire d'études sur les arts, les lettres et les traditions (CÉLAT) de l'Université Laval.
- 4 On remarque ici la différence entre nos recherches et l'approche selon laquelle la population d'un quartier deviendrait communauté à partir de l'atteinte d'un certain degré de cohérence sociale (Bell et Newby, 1976).
- 5 L'auteur remercie le laboratoire de cartographie de l'Université Laval, en particulier M. Serge Duchesneau, pour l'aide apportée au plan de la cartographie.
- 6 Les photographies ont été réalisées par Martin Simard en septembre 1999.
- 7 La comparaison des opinions selon les catégories d'intervenants a été effectuée dans le cadre d'un autre article. Mentionnons simplement que l'indice d'appropriation des projets suit un ordre semblable, sauf pour les deux projets les moins appropriés. Pour les intervenants communautaires, le complexe Méduse et le jardin Saint-Roch arrivent respectivement aux troisième et quatrième rangs, alors que cet ordre est inversé chez les trois groupes d'intervenants non communautaires pour lesquels les indices ont été regroupés compte tenu de la faiblesse de l'échantillon chez certaines catégories d'interviewés.
- 8 Le battage médiatique négatif suscité par les projets « jardin Saint-Roch » et « complexe Méduse » a sûrement influencé les répondants, mais ce facteur n'a pu être isolé dans le cadre de l'étude.

BIBLIOGRAPHIE

- ARNSTEIN, S. R. (1969) A Ladder of Citizen Participation, *Journal of A.I.P.*, 35 (4) : 216-224.
- BASSAND, M. (1992) Développement local et processus identitaire. Dans Klein, J. L. et Gagnon, C. (dir.) *Partenaires du développement face au défi du local*, Groupe de recherche et d'intervention régionale, Université du Québec à Chicoutimi.
- BEAUDRY, R. et DIONNE, H. (1995) La permanence des communautés contre la mobilité des réseaux. Dans Klein, J. L. et Lévesque, B. (dir.) *Contre l'exclusion, repenser l'économie*, Québec, PUQ, pp. 268-286.
- BEAUJEU-GARNIER, J. (1998) *Géographie urbaine*. Paris, Armand Colin.
- BEAUREGARD, R. A. (1989) Between Modernity and Post-Modernity: The Ambiguous Position of US Planning. *Environment and Planning D: Society and Space*, 7: 381-395.
- BELL, C. H. et NEWBY, H. (1976) Community, Communion, Class and Community Action: The Social Sources of the New Urban Politics. Dans Herbert, D. et Johnston, R. D. (dir.) *Social Areas in Cities: Spatial Perspectives on Problems and Policies*, Chichester, Wiley, pp. 189-208.
- BERQUE, A. (1990) *Médiance, de milieux en paysages*, Paris, Reclus.
- (1996) *Être humains sur la terre*. Paris, Gallimard.
- BOURDIEU, P. (1980) *Le sens pratique*. Paris, Éditions de minuit.
- BUBER, M. (1957) Distance and Relation, *Psychiatry*, 20 : 97-104.
- CASTELLS, M. (1983) *The City and the Grassroots: A Cross-cultural Theory of Urban Social Movements*. University of California Press, Los Angeles.
- (1997) *The Power of Identity*. Oxford, Blackwell.
- CHERUBINI, B. (1998) Localisme, territoires et dynamiques identitaires. Dans Turgeon, L. (dir.) *Les entre-lieux de la culture*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, pp. 29-57.
- CHRISTENSON, J. A. et ROBINSON, J. W. Jr. (1981) In Search of Community Development. Dans Christenson, J. A. et Robinson, J. W. JR. (dir.) *Community Development in America*, Iowa State University, Ames (USA).
- CLAVAL, P. (1970) La géographie urbaine. *Revue de géographie de Montréal*, 24 (2) : 117-141.
- COING, H. (1966) *Rénovation urbaine et changement social - L'îlot n° 4, Paris 13^e*. Paris, Éditions Ouvrières.
- CROW, D. (1994) My Friends in Low Places: Building Identity for Place and Community. *Environment and Planning D: Society and Space*, 12: 403-419.
- DAVIES, W. K. D. et HERBERT, D. T. (1993) *Communities Within Cities: An Urban Social Geography*. London, Belhaven Press.
- DI MÉO, G. (1991) *L'homme, la société, l'espace*. Paris, Anthropos.
- (1994) Épistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain. *Annales de géographie*, (577) : 55-275.
- DUPRIEZ, B. et VILLENEUVE, P. (1999) *Retour à la ville? Le cas du quartier Saint-Roch à Québec*. Québec, Centre de recherche en aménagement et développement, Université Laval, rapport de recherche : version préliminaire.
- ENTRIKIN, J. N. (1997) Lieu, culture et démocratie. *Cahiers de géographie du Québec*, 41 (114) : 349-356.

- EZOP-QUÉBEC (1981) *Une ville à vendre*. Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin.
- FAVREAU, L. (1991) Le développement local de type communautaire. Dans Doucet, L. et Favreau, L. (dir.) *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, pp. 73-94.
- FISHER, C. S. (1981) The Public and Private World of City Life. *American Sociological Review*, 46 : 306-316.
- FLANAGAN, W. G. (1990) *Urban Sociology: Images and Structure*. London, Allyn and Bacon.
- GAGNON, C. et KLEIN, J.-L. (1991) Le partenariat dans le développement local. Dans Hamel, P. et Klein, J.-L. (dir.) *Cahiers de Géographie du Québec*, 35 (95) : 239-255.
- GANS, H. J. (1965) *The Urban Villagers*. New York, Free Press.
- GAUDIN, J.-P. (1989) *Technopolis : crises urbaines et innovations municipales*. Paris, Presses Universitaires de France.
- GIDDENS, A. (1987) *La constitution de la société*. Paris, Presses Universitaires de France.
- (1991) *Modernity and Self-identity. Self and Society in Late Modern Age*. Stanford, Stanford University Press.
- GURVITCH, G. (1967) *La vocation actuelle de la sociologie*. Paris, Presses Universitaires de France.
- HALBWACHS, M. (1950) *La mémoire collective*. Paris, Presses Universitaires de France.
- HAMEL, P. (1991) *Action collective et démocratie locale*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- HULBERT, F. (1994) *Essai de géopolitique urbaine et régionale: la comédie urbaine de Québec*. Montréal, Éditions du Méridien.
- HUNTER, A. A. (1979) The Urban Neighborhood: Its Analytical and Social Contexts. *Urban Affairs Quarterly*, 14: 267-288.
- JACOBS, J. (1961) *The Death and Life of Great American Cities*. New York, Vintage Books.
- KLEIN, J. L. (1997) L'espace local à l'heure de la mondialisation, la part de la mobilisation sociale, *Cahiers de géographie du Québec*, 41 (114) : 367-380.
- KNOX, P. (1995) *Urban Social Geography: An Introduction*. New York, Longman Scientific and Technical.
- LANGTON, S. (1978) *Citizen Participation in America*. Lexington Books.
- LEMOINE, R. (1995) Québec : la Grande-Place. Projet avorté des artisans de la révolution tranquille. *Inter - Art actuel*, (62) : 5-8.
- LÉTOURNEAU, J. (1997) Nous autres les Québécois. La voix des manuels d'histoire. Dans L. Turgeon, J. Létourneau et Khadiyatoulah, F. (dir.) *Les espaces de l'identité*, Québec, Presses de l'Université Laval, pp. 99-119.
- LEY, D. (1983) *A Social Geography of the City*. New York, Harper and Row.
- LIGOUGNE, A. (1993) La place Saint-Roch à Québec : doit-on construire des places publiques? *ARQ*, (73) : 11-22.
- LOFLAND, L. (1973) *A World of Strangers*. New York, Basic Books.
- LYNCH, K. (1960) *The Image of the City*. Cambridge, MIT Press.
- MASSEY, D. (1991) The Political Place of Locality Studies. *Environment and Planning A*, 23 : 267-282.

- McKENZIE, R. D. (1921) The Neighborhood: A Study of Social Life in the City of Columbus, Ohio. *American Journal of Sociology*, 27.
- MERCIER, G. (1998a) La personnalité des êtres géographiques. Le témoignage du quartier Saint-Roch à Québec. Dans Turgeon, L. (dir.) *Les entre-lieux de la culture*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, pp. 173-215.
- (1998b) Le jardin Saint-Roch ou la centralité perdue. Dans Mercier, G. et Bethemont, J. (dir.) *La ville en quête de nature*, Sillery, Septentrion, pp. 129-155.
- (1999) *L'usage urbain de la nature : conflit et ralliement au quartier Saint-Roch à Québec*. Document 99-17, Série « Culture et ville », Montréal, Centre de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains.
- MERCIER, G. et MASCOLO, S. (1995) La place commerciale et la mythologie de l'urbanisme contemporain : le témoignage de la rue Saint-Joseph à Québec. Dans Noppen, L. (dir.) *Architecture, forme urbaine et identité collective*, Sillery, Septentrion, pp. 53-102.
- MERCIER, G., PARAZELLI, M. et MORIN, R. (1999) La ville et le choc des imaginaires : populations marginalisées et revitalisation urbaine. Dans Morisset, L.K., Noppen, L. et Saint-Jacques, D. (dir.) *Ville imaginaire/ville identitaire. Échos de Québec*, Québec, Nota Bene, pp. 209-229.
- MOLLENKOPF, J. (1981) Community and Accumulation. Dans Dear, M. et Scott, A.J. (dir.) *Urbanization and Urban Planning in Capitalist Society*, New York, Methuen, pp. 319-338.
- MONOT, P. et SIMON, M. (1998) *Habiter le cybermonde*. Paris, Éditions de l'Atelier.
- MOQUAY, P. (1998) Sentiments d'appartenance et développement régional. Dans Côté, S. et Proulx, M.U. (dir.) *Espaces en mutation*, GRIDEQ-GRIR, pp. 57-70.
- MORIN, R. (1998) Gouvernance locale et développement économique des quartiers de Montréal. *Revue de géographie de Lyon*, 73 (2) : 127-134.
- MORISSET, L. K. (1995) Le jardin Saint-Roch. *ARQ*, (84) : 16.
- MULLER, P. (1990) *Les politiques publiques*. Paris, Presses Universitaires de France.
- NEVEU, É. (1996) *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris, Éditions La Découverte.
- PENG, Y. (1994) Intellectual Fads in Political Sciences: The Cases of Political Socialization and Community Power Studies. *Political science and politics*, 27(1) : 100-108.
- PERRIN, J.-C. (1992) Pour une révision de la science régionale : l'approche par les milieux, *Revue canadienne des sciences régionales*, 15 (2) : 155-197.
- POCHE, B. (1996) *L'espace fragmenté : éléments pour une analyse sociologique de la territorialité*. Paris et Montréal, L'Harmattan.
- RAFFESTIN, C. (1980) *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, Litec.
- SARTRE, J.-P. (1943) *L'être et le néant, essai d'ontologie phénoménologique*. Paris, Gallimard.
- SIMARD, M. (1999a) Communauté, identité et développement : pour un nouveau cadre d'analyse. Dans Lafontaine, D. et Thivierge, N. (dir.) *Les régions fragiles face à la mondialisation*, Rimouski (Qc.), GRIDEQ-GRIR, pp. 23-39.
- (1999b) La question urbaine : développement local et processus identitaires. Dans Morisset, L.K., Noppen, L. et Saint-Jacques, D. (dir.) *Ville imaginaire/ville identitaire. Échos de Québec*, Québec, Nota Bene, pp. 229-253.
- (2000) Les communautés locales et l'espace Monde : territorialité et processus identitaires de la postmodernité. *Géographie et cultures*, Paris (à paraître).

-
- SMITH, C. J. (1980) Neighborhood Effects on Mental Health. Dans Herbert, D. et Johnston, R. J. (dir.) *Geography and the Urban Environment*, Chichester, Wiley, pp. 363-415.
- SOJA, E. W. (1971) *The Political Organization of Space*. Washington D.C, AAG.
- (1989) *Thirdspace*. London, Blackwell.
- (1996) *Postmodern Geographies: The Reassertion of Space in Critical Social Theory*. New York, Verso.
- STONE, C. N. (1989) *Regime Politics. Governing Atlanta 1946-1988*. Lawrence, University Press of Kansas.
- TAYLOR, C. (1992) *Grandeur et misère de la modernité*. Montréal, Bellarmin.
- TÖNNIES, F. (1887) *Communauté et société, catégories fondamentales de la sociologie pure* (traduction et réédition de 1977). Paris, Retz-CEPL.
- TRIBILLON, J.-F. (1990) *L'urbanisme*. Paris, La Découverte.
- VIDAL DE LA BLACHE, P. (1922) *Principes de géographie humaine*. Paris, Armand Colin.
- VILLE DE QUÉBEC (1998) *Rapport des commissaires. Audiences publiques, projet « Rebâtir la rue Saint-Joseph »*.
- VILLENEUVE, P. et CÔTÉ, G. (1994) Conflits de localisation et étalement urbain : y a-t-il un lien? *Cahiers de géographie du Québec*, 38 (105) : 397-412.
- WELLMAN, B. (1996) Who Needs Neighborhoods? Dans Dasgupta, S. (dir.) *The Community in Canada: Rural and Urban*, New York, University Press of America, pp. 347-363.
- WELLMAN, B. et LEIGHTON, B. (1981) Réseau, quartier et communauté: préliminaire à l'étude de la question communautaire. *Espaces et sociétés*, (38/39) : 111-133.
- WIRTH, L. (1938) Urbanism as a Way of Life. *American Journal of Sociology*, 44 : 1-24.